

Lettre électronique du Centre de ressources Politique de la ville

36, bd Amilcar CABRAL, Imm. La Varangue, 97200 FDF.

BP 7222, 97277 Schoelcher cedex,

Pour publier un article sur des projets et actions de développement social urbain :

Tél : 0596 686452, Fax 0596 589628 contact@villecaraibe.com

Nouveau site internet : *Bientôt disponible ! Plus pratique et lisible* : www.villecaraibe.com



L'équipe du Centre de ressources vous souhaite de **bonnes fêtes de fin d'année 2009** et espère vous retrouver **en bonne forme en 2010** pour la mise en place des projets de développement social urbain. L'année 2010 en plus des changements liés à la consultation sur l'évolution institutionnelle et aux élections régionales, sera celle de l'évaluation des CUCS et d'une réorientation de la Politique de la ville. Aussi, la programmation du Centre de ressources tentera de répondre au mieux aux besoins de qualification et de mise en réseau des acteurs de la Politique de la ville et de la rénovation urbaine dans leur ensemble.

Prochaines actions collectives : Deuxième partie de formation action sur l'Observation territoriale dans le cadre de la politique de la ville. Le 11, 12 et 14 janvier

Rentrée des acteurs de la politique de la ville et de la rénovation urbaine, début février

Restitution de l'étude sur l'état des lieux et perspectives de la médiation sociale en Martinique février 2010

contact@villecaraibe.com

Quartiers anciens dégradés : les heureux élus (publié le 09 décembre 2009 sur localtis)

Mais qu'est-ce donc qu'un "quartier ancien dégradé" ? C'est à cette question métaphysique qu'a répondu Benoist Apparu, le secrétaire d'Etat en charge du logement, en rendant publique, mercredi 9 décembre 2009, la liste des villes sélectionnées dans le cadre du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD). Outre cette annonce très attendue par les 87 villes qui s'étaient portées candidates au printemps, le secrétaire d'Etat a donné des pistes sur les moyens dont disposeraient les quartiers élus. **87 villes candidates, 25 projets sélectionnés, 15 sur liste complémentaire.** L'article 25 de la loi Boutin posait deux critères alternatifs pour sélectionner les quartiers qui entreraient dans le programme : **soit le quartier présente "une concentration élevée d'habitat indigne et une situation économique et sociale des habitants particulièrement difficile", soit une part élevée d'habitat dégradé vacant et un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements"**.

Le dossier présenté par la **ville de Fort-de-France qui a été retenu**, portait sur le secteur « **Porte Caraïbe** », entrée de ville composée de **6 sous-secteurs (Sainte-Thérèse, Renéville, Canal Alaric, TSF, Eaux Découpées et Faubourg La Camille)** situés de part et d'autre d'une voie urbaine à très grande circulation en entrée de ville. Il est fait état de situations de grande dégradation en particulier sur **Sainte-Thérèse et Renéville (vacants dégradés, ruines, cases, maisons abandonnées...)** et de la **précarisation de ses habitants**. Ce projet s'inscrit en cohérence avec la politique de ville de Fort-de-France visant à accélérer la rénovation urbaine et à accompagner la mutation urbaine des quartiers impactés par le TCSP. Le projet prévoit de combiner, dans le cadre d'une OPAH RU, des outils incitatifs et coercitifs et, en particulier, d'achever une RHI en cours. Des opérations de rénovation urbaine sont envisagées en particuliers **sur deux îlots test** (Léontine Pouillet proche de Bon Air et Renéville) **Pour en savoir plus : [cliquez ici](#)**

Quelle politique de la ville pour demain ?



Villes au Carré a organisé, en partenariat avec l'USH Centre, un colloque sur l'avenir de la politique de la ville, en s'appuyant sur le croisement de points de vue entre élus, institutionnels, professionnels et experts. Cette journée d'information et d'échanges s'est tenue le 11 décembre 2009, à la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société (MSHS) de Poitiers. **Pour retrouver les interventions et la programmation de ces travaux : [cliquez ici](#)**

Communiqués récents sur les inquiétudes des réseaux d'acteurs du DSU (AMADEUS et IRDSU) sur la Politique de la ville : <http://www.irdsu.net/AMADEUS-s-inquiete-et-s-alarme-du>

OBSERVATION TERRITORIALE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Le Centre de ressources Ville caraïbe organisait cette semaine en **partenariat avec le CNFPT** une formation action sur **l'Observation sociale dans le cadre de la Politique de la ville**. Cette formation action était animée par **Hervé GUERY** du **Cabinet COMPAS-TIS**. Cette première partie de formation action a permis d'identifier et de **connaître les enjeux de la production et la représentation géographique des données (alimenter en données chiffrées et territoriales les élus, les approches empiriques, fonder plus scientifiquement des politiques publiques, évaluer et mesurer des politiques publiques, des évolutions par quartier, des tendances, des dynamiques en jeu, permettre l'analyse partagée et territorialisée, etc...)**. L'intervenant a présenté les différentes nomenclatures, codes géographiques, guides et sources de données disponibles, les indicateurs pertinents, les méthodologies à appliquer, les conditions éthiques, .. en dehors de ces approches, les différents participants ont pu expliquer leurs besoins en données et Observation territorialisée mais aussi leur état d'avancement, leurs difficultés et les possibilités de mutualisation et de travail en réseau existantes. Ainsi, il existe aujourd'hui **des initiatives déjà avancées** notamment Fort de France (observatoire social) et Schœlcher (Analyse des Besoins sociaux : ABS) . **il est à noter les enjeux (cohérence, financier) de mutualisation d'outils d'Observation sociale au niveau intercommunal et départemental. Il reste aussi un gros effort pour le développement des ABS au niveau des communes et plus largement des outils d'Observation territoriale en Martinique.**

Plus spécifiquement, cette **formation action permet aux équipes de CUCS de mieux élaborer et alimenter les indicateurs et tableaux de bords (situations des habitants des quartiers prioritaires écart avec le niveau de vie global de la commune ou département, indicateurs de la loi Boorlo de 2005, etc..)** d'échanger sur leurs pratiques, mais également sur les **corrélations et confrontations entre les différentes données chiffrées et les analyses de terrain (approche quantitative et qualitative, enquêtes complémentaires)**. Par ailleurs, les résultats infra communaux de l'INSEE étant désormais disponibles, les participants de cette première partie de formation se **retrouveront les 11,12 et 14 janvier pour une approche encore plus pratique et l'utilisation informatique de ces données infra communales**. Des référents de la CAF et de l'INSEE interviendront également pour échanger sur les données qu'ils peuvent fournir et leurs conditions de transfert. Pour en savoir plus **sur les bases infra communales de l'INSEE :** <http://www.recensement.insee.fr/basesInfracommunales.action> et contact@villecaraibe.com

Mutualisation entre communes et communautés : des pratiques souvent innovantes publié le 09 décembre 2009 sur localtis. En vue de la journée d'échanges organisée le 10 décembre à Paris sur "Les relations conventionnelles entre communes et communautés", Mairie-conseils a réalisé une enquête nationale auprès d'EPCI de toutes tailles (communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaines) afin de mieux connaître la réalité de leur pratiques en termes de mutualisation. Sur la base de 442 répondants représentatifs du paysage intercommunal actuel, cette enquête permet effectivement d'en savoir plus sur les **interventions communautaires à l'extérieur du cadre intercommunal, les mises à disposition de matériels entre communautés et communes membres, l'ingénierie territoriale mutualisée, les compétences et personnels partagés, les prestations de services entre communes et communautés...** L'un des enseignements de cette enquête est sans doute le fait que l'intercommunalité est bien aujourd'hui le lieu de la **"matière grise"** : un tiers des EPCI ont mis en place avec leurs communes des services communs sur des **missions d'administration générale ou d'ingénierie territoriale**, qu'il s'agisse de préparation budgétaire, de commande publique, d'assistance au montage de dossiers de subventions, de soutien informatique... Ceci, naturellement, sous forme de mise à disposition de personnels communautaires - autrement dit d'une mise à disposition "descendante". En matière de commande publique d'ailleurs, la mutualisation se développe clairement, avec des pratiques souvent innovantes. On n'imagine par exemple pas forcément que des communes songent à s'appuyer sur un groupement de commande institué à l'échelle communautaire pour la réalisation de leur bilan carbone... Tel est pourtant le cas. Un tiers des communautés interrogées ont mis en place un ou **des groupements de commandes avec leurs communes membres pour des projets notamment liés à la voirie, aux SIG, aux diagnostics énergétiques, aux études d'accessibilité des bâtiments publics, à l'acquisition de mobilier urbain - ou, autre exemple, de défibrillateurs cardiaques...** S'agissant, cette fois, des services techniques liés à l'exercice de compétences partagées soumises à la définition de l'intérêt communautaire, la mise à disposition de personnels est encore majoritairement "ascendante" - de la commune vers l'intercommunalité. Autrement dit, "ces services sont encore dans les communes", résume un expert de Mairie-conseils. La mise à disposition de personnels communaux concerne en effet 46% des EPCI interrogés, alors que le schéma inverse n'est pratiqué que par 20% des EPCI. Dans les deux cas, l'entretien de voirie arrive en tête des compétences concernées.

Pour télécharger cette étude synthèse : [cliquez ici](#)

Brèves

Commémoration de Décembre 1959

Les archives départementales ont débuté la commémoration de ces événements qui avaient fait **trois jours d'émeutes à Fort de France**. Revenant sur cette période mouvementée de la fin des années 50 en Martinique. Période d'émergence des « mangroves urbaines » et quartiers populaires spontanés créés par les habitants eux même avec la Municipalité. Ceux la même qui voyaient la fin de la production de canne, les licenciements massifs, la misère encore plus grande et donc l'exode vers la ville. C'est aussi une époque d'affrontement et de heurts « ethniques » entre représentants de l'Etat et jeunesse martiniquaise dans sa diversité et qui va déboucher sur de nombreux événements. Les archives départementales ont ainsi organisé le 2 décembre une rencontre débat sur cette période. Il y a plusieurs manifestations organisées sur ces événements lors de ce mois de décembre. Avec notamment la venue d'Alain Plenel, père du journaliste et intellectuel Edwy Plenel, qui était à l'époque vice-Recteur de l'académie, et s'était élevé contre la féroce répression qui avait conduit à l'assassinat de trois jeunes martiniquais lors des émeutes de Décembre 1959. Les jurés du Prix Carbet l'ont décerné à cet ancien fonctionnaire de l'Etat pour son courage et ses convictions dans ce contexte de l'époque.

Pour son 20e anniversaire, le **Prix Carbet de littérature** chaperonné par Edouard Glissant a organisé plusieurs rencontres le mercredi 09 décembre 2009, avec notamment le poète et penseur du Maghreb : Abdelwahab Medded qui s'est rendu à l'Institut régional des arts visuels, situé à l'Hermitage, pour y développer le thème suivant : « Une exposition muséale : l'Occident vu de l'Orient ». Edouard Glissant, Nancy Mprejon (Cuba) et Michael Dash (Trinidad) ont abordé la relation entre littérature et identité avec les classes préparatoires littéraires de Bellevue.

Au 6^e étage de la Mairie de Fort-de-France, lieu symbolique utilisé par Césaire pour échanger sur les questions littéraires et sa pensée, avait lieu un débat aérien vendredi soir dernier sur les grands questionnements **de la Relation et du repli sur soi** de notre monde et notamment sur la « **question du mur** » : immigration, identité nationale ou environnement...mais aussi sur les murs quotidiens. Les penseurs réunis étaient **E. Glissant, R. Debray, P. Chamoiseau, E. Plenel, Ilan Halévy**,... Les problématiques ont tourné sur l'importance des frontières pour se rencontrer : la frontière comme passage. Face à la tentation d'une frontière qui isole, défendre ce territoire, son identité sans renoncer à la Relation...Sur la peur de l'autre...**Sur le renoncement aux hiérarchies d'appartenance**, sur le renoncement à remplacer une domination par une autre... sur le renoncement aux absolus, aux collectivismes, sur les alternatives au Capitalisme, **sur les murs qui doivent tomber**, sur comment on crée l'Autre ? Sur les convictions politiques et poétiques : le politique vu comme un Pasteur ou plutôt un Tisserand, la poétique comme imaginaire (comment on perçoit le Monde ?), Enfin sur la complexité du vivant, la pensée du tremblement, le Tout- Monde !

Pour en savoir plus : http://www.madinin-art.net/socio_cul/chamoiseau_glissant.htm

<http://ler.letras.up.pt/uploads/ficheiros/5935.pdf>

Le jury du prix Carbet, a également rendu hommage à un grand poète palestinien **Mahmoud Darwich**, décédé en août 2008. Deux Martiniquais d'adoption Ilan Halévi et Tawfiq Alzoubi ont pu parlé du poète militant et engagé, arrêté jadis à l'âge de 19 ans pour avoir clamé la douleur du peuple palestinien. « **Oh présent supporte-nous encore quelques temps, car nous ne sommes que passants bien lourdauds ! L'identité, c'est ce que nous léguons, non ce que nous héritons, c'est ce que nous inventons, non ce dont nous nous souvenons ! L'identité, c'est le miroir corrompu que nous devons briser chaque fois que l'image nous plait !** » (Extrait de Dés cet instant tu est un autre !)

Délégation de la HALDE en Martinique : ouverture des permanences à la Maison de la Justice et du Droit de Fort de France, les correspondants locaux à la Martinique de la HALDE, haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, assureront une **permanence d'accueil et d'information, le mardi après midi de 14 h à 16 h ; à compter du 22 décembre 2009 ; à la Maison de justice et de droit de Fort de France**; au 8, rue du 23 mai 1848, Terres Sainville, 97 200 Fort de France. Les personnes intéressées peuvent écrire à cette même adresse, et y prendre rendez-vous, ou téléphoner au **05 96 39 32 93 ou au 05 96 67 90 96** joseline.brailon@halde.fr et jose.nosel@halde.fr

Etude de la DDJS sur les faits d'incivilités et les infractions dans le sport en Martinique

Cette étude, qui porte sur l'analyse de 9 activités sportives, a pour objectif de proposer une vue d'ensemble des faits d'incivilités et des infractions dans le sport en Martinique.

- L'état des lieux présente les différentes typologies de faits que nous constatons dans le sport Martiniquais.
- L'analyse générale soumet des hypothèses de travail. Ces différentes pistes de réflexions sont présentées en prenant en compte les délais de réalisation des actions afin d'accompagner la planification de la lutte contre les incivilités et les infractions dans le sport en Martinique.
- L'analyse spécifique fait ressortir des typologies de faits et des tendances fortes qui sont spécifiques à l'activité. Cette partie de l'étude permet de proposer des hypothèses de travail singulières, au plus proche de la réalité du moment.

Pour en savoir plus et télécharger cette étude sur les faits d'incivilités et les infractions dans le sport en Martinique, [cliquez ici](#)

Lu sur localtis

Insertion professionnelle

Le contrat unique d'insertion pourra-t-il tenir ses promesses ?

Le contrat unique d'insertion entre en vigueur le 1er janvier 2010.

L'expérimentation menée dans douze départements fait ressortir des éléments positifs, comme l'accompagnement renforcé et la mise en place d'un référent et d'un tuteur, mais elle laisse aussi déjà percevoir les faiblesses du nouveau dispositif. [Lire la suite](#)

Commande publique

[Clauses sociales dans les marchés publics : comment faire ?](#)

Urbanisme

[Le Sénat a adopté une proposition de loi visant à améliorer les entrées de villes](#)

Petite enfance

[Création de 103.000 places de crèches à l'horizon 2012](#)

Hébergement d'urgence

[Les délégués du Médiateur de la République mobilisés pour garantir les droits des plus exclus](#)

Usure professionnelle des travailleurs sociaux... usure du management ?

C'est la question qui sera travaillée le 2 février à l'ENACT d'Angers à l'initiative du pôle social. Cette question de l'usure des travailleurs sociaux est évoquée aujourd'hui de façon récurrente. On s'accorde en général sur l'idée que face à une massification de la précarité et de l'exclusion d'une part, et compte tenu de la restriction des moyens offerts par l'Etat Providence d'autre part, les travailleurs sociaux ont de plus en plus de difficultés à répondre aux demandes sociales et assumer leurs missions. Une telle situation paradoxale serait donc facteur d'usure et de burn out.

>> [Télécharger le fichier .pdf \(130Ko\)](#)

Politique de la ville et développement durable : recyclage des communautés-territoires et coopération entre les acteurs de la ville. Demain la ville n°5, novembre 2009

1 - Régions urbaines, villes et quartiers, au coeur des stratégies

de développement soutenable en Europe 7

2 - Le recyclage des lieux urbains 8

la diversification et la multiplication des formes de coopération

http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/P150Demain_la_villeN05.pdf

3 - Des lieux pour le « recyclage des gens » 10

4 - Des institutions urbaines à recycler à urgence 13

5 - Développement soutenable et recyclage des territoires :

A lire l'Express du 17 décembre 2009 : La Martinique dans 10 ans